



Union SNUI SUD Trésor Solidaires Section des Bouches-du-Rhône

Courriel : snui.bdr-aix@dgi.finances.gouv.fr
Portable: 06.12.94.39.24

SIP DE TARASCON : AGENTS AU BORD DE LA CRISE DE NERF !

Hier mercredi 10 février des représentants de l'Union SNUI-SUD Trésor et de la CGT étaient reçus à Aix par le DSF M. Cano et le TPG M. Gatin concernant le SIP de Tarascon.

Rappelons que la demande initiale était que l'audience se tienne à Tarascon en présence des agents du SIP ; devant le refus obstiné des deux directeurs, les représentants du personnel étaient accompagnés de la caissière du SIP ainsi que d'un agent de l'équipe de renfort de l'arrondissement d'Arles.

Les représentants du personnel ont rappelé la situation des emplois :

- **avant la mise en place du SIP** (4 agents + 1 agent en renfort soit **4,4 agents** en prenant en compte les temps partiels)

- **après la mise en place du SIP** (3 agents soit **2,6 agents** en prenant en compte les temps partiels).

Cette situation anormale aboutit à des comportements en contradiction avec les promesses faites lors de la mise en place des SIP (respect des métiers, doctrine d'emploi,...) ou tout simplement avec les conditions de travail normales des agents de la DGFIP :

- la caissière fait de nombreuses heures supplémentaires qui sont écrêtées ;

- l'agent A effectue de nombreuses tâches qui normalement ne lui sont pas dévolues, simplement pour que le service tourne ;

- des agents ex-DGI font des travaux qui ne leur incombent pas (remise de majorations, passage de chèques...).

L'administration se repose une fois encore sur la bonne volonté et la conscience professionnelle des agents. C'est inacceptable.

La requête unanime des représentants du personnel est que le SIP soit renforcé d'un agent à temps plein, et l'Union SNUI-SUD Trésor a précisé qu'il ne s'agissait pas de prélever du personnel sur le SPL qui est comme tous les services "à bloc".

Le TPG a répondu :

- que l'équipe de renfort entre avril 2009 et janvier 2010 avait fourni 91,5 jours de travail pour le SIP de Tarascon, soit plus de 9 jours par mois, ce qui faisait 0,5 agent en plus. Rajouté aux 2,6 qui travaillent, cela fait 3,1 soit plus de 3 qui était prévu au départ !

- le cadre A apporte un appui en plus de son travail de management : c'est normal !

- l'entraide entre agents d'un même SIP est une situation largement répandue en France.

Les représentants du personnel ont largement insisté sur le fait que le nombre d'emplois à transférer lors de la mise en place du SIP avait été sous-évalué et qu'une solution pérenne devait être trouvée.

Réponse : « on va faire le nécessaire pendant la campagne IR ».

Les agents présents ont évoqué largement leurs conditions de travail, en parlant des conséquences sur la santé des collègues.

Les représentants de l'Union SNUI-SUD Trésor ont pointé la catastrophe humaine à laquelle on assistait en raison des suppressions d'emplois, et ont parlé de la souffrance au travail de nombreux agents.

Réponse : « le médecin de prévention doit revenir sur le site, on fera le point ensuite ».

Sur cette absence de voir la réalité en face de nos deux directeurs, la réunion s'est terminée à 18 h 25.

Affaire à suivre.

Denis CHOVET, Philippe PITON, Damien PERROT,